

La France en marche vers la récession, première partie

écrit par Oleg Nesterenko | 10 septembre 2024

Indices mensuels de la production industrielle



Légende : CZ : industrie manufacturière - (C1) : industries agro-alimentaires - (C3) : biens d'équipement - (C4) : matériels de transport - (C5) : autres industries.

Sources : Insee, SSP, SDES

Indices mensuels de la production industrielle



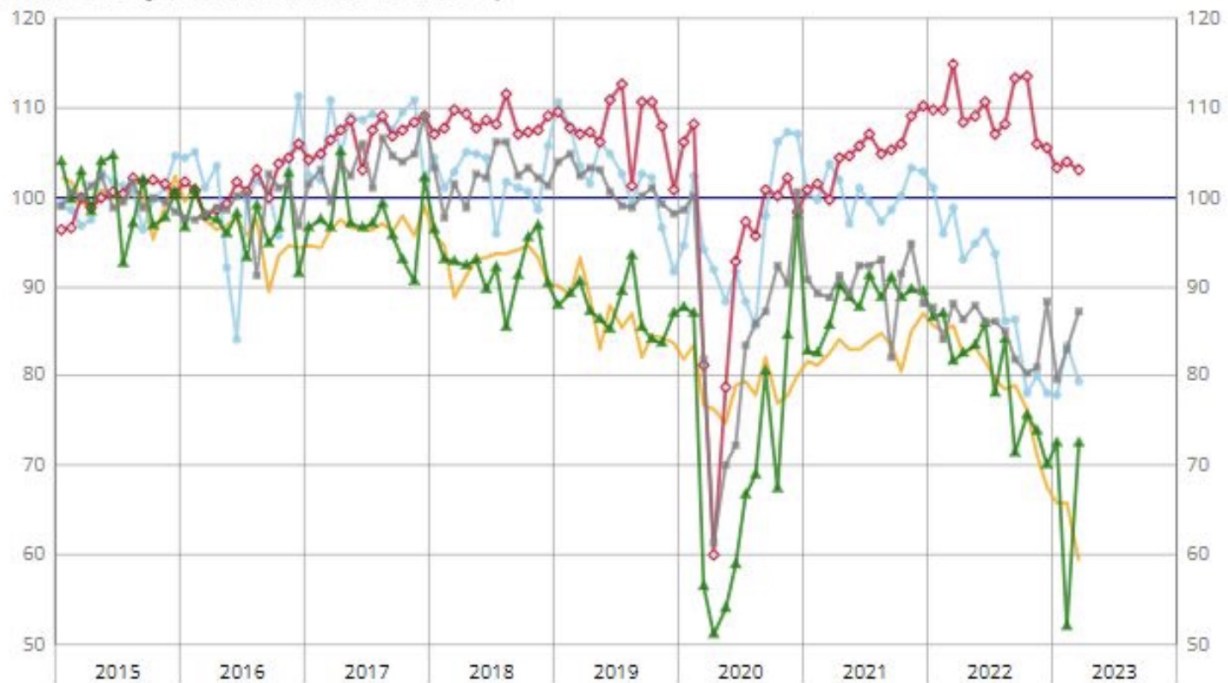
Légende : CZ : industrie manufacturière - (C1) : industries agro-alimentaires - (C3) : biens d'équipement - (C4) : matériels de transport - (C5) : autres industries.

Sources : Insee, SSP, SDES

Indices mensuels de la production industrielle dans cinq branches industrielles intensives en énergie

- Pâte à papier, papier et carton (171)
- Produits chimiques de base (201)
- Verre et articles en verre (231)
- Sidérurgie (241)
- Métaux précieux et autres métaux non ferreux (244)

(données CVS-CJO, base de référence 100 en 2015)



Screenshot

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas.

La personne à la tête du ministère français de l'Economie, monsieur Bruno Le Maire, a prononcé un discours magistral, le 1er mars 2022, dans lequel **il n'a « laissé planer aucune ambiguïté sur la détermination européenne » dans sa volonté de « livrer une guerre économique et financière totale à la Russie »**, afin de faire effondrer son économie. Son enthousiasme était sans équivoque : « Nos sanctions sont

efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable [...] Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe! ».

Deux ans et demi se sont écoulés depuis les exultations publiques dudit personnage et nous retrouvons l'économie de la Fédération de Russie très exactement à l'opposé des lumineuses prévisions du ministre : dans une des meilleures de ses formes – ce qui est très loin d'être le cas pour l'économie de l'Hexagone, dont ce dernier est censé de s'en occuper.

Le PIB de la Russie a augmenté de 4,6% sur un an au premier semestre 2024, contre 1,1% en France. Le FMI, qui a déjà prévu une croissance confortable du PIB russe, a récemment revu à la hausse ses prévisions initiales de croissance, anticipant désormais une hausse du PIB de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2024. Des prévisions qui ne prennent pas, néanmoins, en compte tous les éléments de la réalité des marchés démontrant que la croissance sur l'ensemble de l'année en cours sera plutôt de 3,5-4%.

Selon les dernières statistiques, en juin 2024 la Russie est devenue le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les pays du G20. Le niveau du chômage parmi la population active n'est que de 2,4% contre 7,4% en France qui entre dans le peu glorieux Top-5 des pays du G20 avec le taux de chômage le plus élevé et dont l'indice INSEE du climat d'emploi annonce un taux de chômage de 8,5% pour la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat de la population russe, au premier trimestre 2024, les revenus nets disponibles – les revenus monétaires corrigés de l'inflation moins les paiements obligatoires des impôts, taxes, redevances et autres contributions obligatoires au budget de l'état – ont vu une augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente (source : Rosstat). Sur l'ensemble de

l'année 2024, l'augmentation du pouvoir d'achat est attendue à hauteur de 9,2% (source : ministère de l'Économie). Pour la France, cependant, une augmentation du pouvoir d'achat à hauteur de 1% brut pour l'année 2024 serait déjà considérée comme un très bon résultat, après une croissance de 0,8% brut pour l'année 2023 (source : l'OFCE).

De même, la Fédération de Russie est entrée dans le Top-3 du G20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant qui n'est que de 2.070\$/hab., contre 40.300\$/hab. en France, 50.600\$/hab. au Royaume-Uni ou encore 104.500\$ par habitant aux Etats-Unis d'Amérique.

En France, le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024, dont le chiffre correspond également à la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours, malgré les prévisions de stagnation annoncées auparavant par l'INSEE, ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-modération de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques (+0,3% de la consommation des administrations et +0,6% de l'investissement public pour le second trimestre) qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'état français.

La réindustrialisation ou la désindustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un

phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années.

Si en 1972 la part de l'industrie manufacturière française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020.

Dès la période de propagande électorale précédant sa prise du pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux électeurs : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux.

Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre une vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Des années ont passé et Emmanuel Macron se vante de la grande réussite de son initiative de réindustrialisation de l'Hexagone. Les éléments mis en avant sont le solde positif de la création d'emplois dans l'industrie depuis 2017 et la création de 500 usines de plus en France en 2023 par rapport à 2016.

Belle image. Toutefois, la réalité est tout à fait différente.

La spécificité du secteur industriel français d'aujourd'hui et de ses capacités de production sont dans une situation de très forte dépendance directe des approvisionnements

étrangers en matières premières critiques et en énergie.

Vouloir se libérer de cette dépendance – c'est une chose ; se permettre ce luxe – s'en est une autre. Chercher des alternatives aux approvisionnements depuis, notamment, la Chine et la Russie est non seulement une idée utopique, mais, tout simplement, financièrement suicidaire pour de nombreux secteurs de l'industrie française, dont les marges de manœuvres sont déjà quasi inexistantes.

Et c'est exactement ce que le gouvernement Macron est en train d'imposer au secteur secondaire de l'économie française. **En violant d'une manière grossière les règles de l'OMC, le tenant actuel du pouvoir en France est en train de provoquer la mise en place d'une riposte de la part de la Russie et de la Chine à l'hostilité française.** Une riposte asymétrique qui aura des répercussions désastreuses et à très long terme sur l'économie française.

Le seul espoir de l'industrie de l'Hexagone est dans la retenue rationnelle des décideurs de la coalition sino-russe qui ne se limiteront qu'à une riposte proportionnelle, au lieu d'exercer leur pouvoir de déclencher une guerre économique et de faire effondrer d'une manière radicale et dans des délais limités non seulement le secteur industriel de l'économie française, mais celui de l'ensemble de l'UE, en les privant d'importations vitales.

En parlant des chiffres du « miracle » de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. **Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance nette de 3.1% pour la période du 05/2023 au 05/2024.**

Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, il est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour

le **secteur des services et, pour le secteur de l'industrie**, au plus bas depuis ces 11 dernières années – depuis le mois de juillet 2013.

Dans le secteur du BTP le climat des affaires est au plus bas depuis avril 2016. **Dans le secteur du commerce de détail**, hormis la chute d'avril 2022 liée à l'incertitude produite par le déclenchement de la phase active du conflit en Ukraine, le climat des affaires est au plus bas depuis novembre 2014.

En ce qui concerne les 500 nouveaux sites industriels de plus en France en 2023 par rapport à 2016, les communicants de l'Elysée « oublie » de mentionner que la production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4.45% pour la même période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1.2%.

En ce qui concerne la production du matériel de transport sous les deux quinquennats de Macron, elle s'est, tout simplement, effondrée.

En mettant en avant le solde positif de création d'emplois dans l'industrie depuis 2017, une fois de plus, **ils « oublie » de préciser qu'aujourd'hui la France est au 22ème rang européen sur les 27 en matière d'emploi industriel rapporté à l'emploi total.**

La part de l'industrie dans le PIB français en 2016, avant la prise du pouvoir par Emmanuel Macron, était de 17.43% ; en 2022, à l'issue des cinq années de son mandat, cette même part est de 17.38% (Statista), ce qui n'est rien d'autre que la démonstration d'une parfaite stagnation tout à fait éloignée des narratifs développés par l'Elysée.

L'indice de la production industrielle des PMI est à 42,1, ce qui le place au plus bas depuis avril 2009, hors période Covid et la remontée post-Covid de décembre 2023.

Avec une vision à long terme, les statistiques nationales démontrent nettement et indiscutablement que le grand projet de réindustrialisation de la France par le parti du président Macron, projet qui a été promu en tant que chantier prioritaire de ses deux quinquennats ne peut guère être qualifié de grande réussite. Et il n'est pas à négliger que nous parlons bien de l'élément de la politique nationale où l'effort et l'investissement sont considérables.

La grande dépendance incontournable de l'industrie française vis-à-vis des importations énergétiques et des matières premières critiques depuis les pays où la France se positionne ouvertement d'une manière de plus en plus hostile, la main d'œuvre française incomparablement plus coûteuse que celle d'un grand nombre de concurrents sur le marché mondial et tant d'autres éléments de contraintes spécifiques à la production sur le sol français rendent l'idée de la réussite de la réindustrialisation française illusoire et totalement coupée de la réalité économique.

Le résultat de la gouvernance de Macron, étroitement associée à celle de l'UE, a directement mené vers l'impossibilité non seulement du développement, mais même d'une stagnation simple des industries énergivores françaises et européennes.

La survie durable de ces dernières ne peut être assurée qu'avec la délocalisation vers des pays procurant l'accès à des énergies à des coûts abordables pour pouvoir rester concurrentielles au sein du marché mondial. Notamment vers **les Etats-Unis d'Amérique qui sont aujourd'hui les premiers bénéficiaires de la nouvelle politique économique de l'Union européenne et de la France.**

A moyen et long terme, le processus de désindustrialisation de la France n'ira qu'en s'accroissant et qu'en aggravant l'important déséquilibre du commerce extérieur déjà existant, ce que j'évoquerai plus loin. Ce déséquilibre ne

sera que proportionnel à l'ampleur de la désindustrialisation qui risque d'être pire que celle connue entre 1979 et 1984, quand la chute de l'industrie française fut la plus brutale en Europe.

La production industrielle française risque d'être de moins en moins concurrentielle sur le marché mondial et de se replier progressivement sur le marché intérieur intra-européen, où l'exécutif renforcera le protectionnisme qui déjà prend de l'ampleur. Le protectionnisme, une lame à double tranchant avec, au final, son prix à payer.

Le protectionnisme ou le néolibéralisme ?

La réponse est sans équivoque. D'une part, la politique commerciale protectionniste dans son état pur et irréfléchi ne peut être que porteuse d'une grave récession économique.

A ne pas oublier les leçons de l'histoire : c'est bien la politique commerciale protectionniste qui fut la cause majeure de la Grande Dépression que le monde a connue de 1929 à 1939. L'instauration d'importantes mesures protectionnistes dans les pays industrialisés a fait muter la crise financière et la récession économique du début des années 1930 en une dépression économique à l'échelle mondiale.

La hausse des droits d'importation pour venir en aide à certains secteurs de l'économie nationale provoque inexorablement des mesures de rétorsion, symétriques ou asymétriques, de la part des pays-victimes des mesures protectionnistes. Le résultat obtenu n'est que la diminution réciproque du commerce international des pays impliqués.

Mais, d'autre part, le néolibéralisme tel qu'on le connaît depuis des décennies, ne peut être bénéfique à des pays occidentaux, dont la France, qu'à la condition qu'il s'applique à des pays « partenaires », dont la politique intérieure et étrangère est globalement soumise à la volonté

occidentale. La soumission, telle qu'on la connaît depuis l'époque de la prétendue décolonisation : via la pression par des institutions financières internationales contrôlées par l'Occident collectif, telles que la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ; via l'installation des présidences et des gouvernements dans des pays visés sous le contrôle du pouvoir occidental et, le cas échéant, via l'organisation de coups d'état, voir le lancement de guerres de remise en ordre des rapports « dominant-dominé ».

La guerre en Ukraine s'est avérée être un élément accélérateur de la refondation de l'échiquier politico-économique mondial dans lequel la soumission du monde non-occidental à des règles néolibérales de l'Occident deviendra de plus en plus compliqué à maintenir et à développer par ce dernier.

De même, vu la montée en puissance des économies non-occidentales disposant de plus en plus de leviers de pressions et de capacités de ripostes symétriques et asymétriques vis-à-vis de la force occidentale dominatrice, le renforcement des mesures protectionnistes par les marchés occidentaux ne peut guère être considéré comme une solution salutaire.

Ainsi, les nouvelles réalités en cours de développement par le monde ne peuvent que produire des constats alarmants vis-à-vis du futur de l'économie française.

La suite demain : partie II, l'industrie du secteur des technologies avancées, est-elle salutaire ?

Oleg Nesterenko